Pour une approche laïque de la laïcité - « Témoignage » d'un historien et sociologue

samedi 28 janvier 2017, par [BAUBÉROT Jean](#) (Date de rédaction antérieure : 27 janvier 2017).

Mon « témoignage » porte sur la façon dont un universitaire peut s'inscrire dans le débat public sur la laïcité. Après une formation d'historien et de sociologue, j'ai effectué mes recherches dans le cadre de la « section des sciences religieuses » de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes, à la Sorbonne. Cette section a été créée, en 1886, peu après la laïcisation de l'école publique, dans le souci d'une approche laïque des religions.

L'Association du Corps préfectoral (ACP) a organisé, le 15 septembre dernier, une très intéressante manifestation « La république laïque : toujours et pour toujours ? » en mémoire du préfet Claude Erignac. Les Actes de ce colloque viennent d'être publiés. Voici mon intervention, suivie d'un ... PS...à propos des Primaires... du PS (et alliés) et de ma mise en cause à ce sujet par le Comité Laïcité et République.

Je publie mon intervention *in extenso* : en effet, s'il faut féliciter les organisateurs/trices du colloque d'avoir suscité un débat entre différentes approches de la laïcité, le correcteur des interventions n'a pas toujours eu la main heureuse. Certes, parfois, ses modifications et suppressions rendent le texte plus alerte. Mais d'autres modifications ne sont pas du tout heureuses. Ainsi, j'avais naturellement parlé de la loi de 1905 comme la « loi de séparation des Eglises et de l'Etat », il a modifié en « de l'Eglise et de l'Etat ». Erreur significative d'une conception de la religion vue au prisme du catholicisme ! Plus anecdotique (mais quand même...), l'historien-sociologue Emile Poulat est devenu « Emile Poulain ». Etc. Enfin, un long passage supprimé répliquait à la conception de la laïcité défendue, dans le même colloque, par Blandine Kriegel (et corrigeait certaines erreurs factuelles). La philosophe insistait sur la continuité entre le gallicanisme de l'Ancien Régime et la laïcité.

* * *

Voici donc le texte originel :

Mon « témoignage » porte sur la façon dont un universitaire peut s'inscrire dans le débat public sur la laïcité. Après une formation d'historien et de sociologue, j'ai effectué mes recherches dans le cadre de la « section des sciences religieuses » de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes, ici, à la Sorbonne. Cette section a été créée, en 1886, peu après la laïcisation de l'école publique, dans le souci d'une approche laïque des religions.

Une approche laïque, c'est à dire une approche critique qui se rattache aux sciences humaines et en applique les méthodes, les problématiques à la religion, considérée comme un objet d'études. A la fin du XIX^e siècle, les autorités catholiques nièrent cette possibilité d'une démarche de connaissance : la religion, on y croit ou on refuse d'y croire. Que la science prétende décrypter la religion constituait une sorte de blasphème.

La polémique dura des décennies. En 1986, lors du centenaire, qui a eu lieu dans ce même

amphithéâtre Richelieu, je présidais la section. J'eus le plaisir de constater, qu'à côté de très nombreux savants, les autorités religieuses participèrent à la célébration. La pertinence d'une approche laïque de la religion était désormais reconnue. Mais qu'en était-il de la laïcité elle-même, de son histoire et son actualité ? Des débats faisaient rage autour de la question école publique-école privée. L'usage social du terme de « laïcité » s'avérait souvent réduit à ce conflit. Mais, déjà en utilisant l'expression d'« usage social », je me situais dans l'optique d'une approche critique de sciences humaines, d'une prise de distance à l'égard du discours des différents acteurs. Bref je passais d'une approche laïque des religions à une approche laïque de la laïcité elle-même et, dans ce but, j'ai fondé, en 1988, ce que, dans notre jargon, on appelle une « Jeune Equipe ».

La date est importante : cette Jeune Equipe a commencé ses recherches quand le mot « laïcité » signifiait surtout « défense de l'école publique » face à l'école privée. Trois ans plus tard, quand fut créée la chaire « Histoire et sociologie de la laïcité » à l'EPHE, et que j'en devins le titulaire, un changement de sens s'opérait : avec l'« affaire du foulard » de Creil, à l'automne 1989, la tenue vestimentaire prenait une importance qu'elle n'avait plus eue depuis qu'un amendement interdisant le port de la soutane dans l'espace public avait été nettement refusé par les législateurs, lors de la séparation des Eglises et de l'Etat.

Deux faits m'ont alors étonné. D'abord, la création d'une chaire de l'enseignement supérieur sur la laïcité a suscité des réactions très analogues à celles qui, un siècle plus tôt, s'étaient opposées à l'instauration de la section des sciences religieuses de l'EPHE. « La laïcité, cela ne s'étudie pas, cela se vit » ont déclaré des intellectuels. Ensuite, l'« affaire de Creil » a induit certains propos qui comportaient des contre-vérités concernant l'histoire de la laïcité scolaire. Ce refus d'une démarche de connaissance, d'un savoir en mouvement, ces affirmations fallacieuses m'ont amené à prendre part à un débat social, régi selon des règles médiatiques qui ont peu à voir avec une démarche d'ordre scientifique.

Je vais y revenir. Auparavant, je voudrais indiquer que le travail académique a néanmoins continué, marqué par la création, en 1995, du laboratoire « Groupe Sociétés, Religions, Laïcités » (GSRL, CNRS-EPHE) et par le développement de recherches internationale sur la et sur les laïcités. De nombreux colloques et travaux rassemblant des chercheurs de différents pays ont jalonné ces recherches. Nous avons notamment publié, en sept langues, une *Déclaration Universelle sur la laïcité au XXI^e siècle*, signée par 250 universitaires de trente pays.

Permettez-moi de résumer très brièvement quelques points de cette Déclaration, qui comporte dix-huit Articles. Elle définit la laïcité comme l'articulation de trois principes : Liberté de conscience en tant que liberté publique ; séparation de la loi civile et de la puissance publique à l'égard des normes religieuses et philosophiques particulières ; citoyenneté égale pour tous et toutes, sans dimension religieuse. Selon cette approche, la laïcité n'est « l'apanage d'aucune culture, d'aucune nation, d'aucun continent. Elle peut exister dans des conjonctures où le terme n'a pas été traditionnellement utilisé ». Dans les pays démocratiques, on trouve différents types de laïcité, c'est à dire des façons diverses d'articuler les trois critères de laïcité déjà indiqués, types liés à différents contextes socio-historiques et géopolitiques. Cependant, s'il n'existe nulle part de « laïcité absolue, pour autant les diverses réponses apportées ne sont nullement équivalentes en matière de laïcité ».

D'autres études de ces dernières décennies concernent plus particulièrement la France. Son histoire particulière est marquée par un gallicanisme séculaire, privilégiant une religion tout en la contrôlant. Ce gallicanisme diverge structurellement de la laïcité par l'union organique qui existe entre l'Etat et le catholicisme et par la volonté du roi d'exercer un pouvoir religieux. Le corolaire en est son devoir, exprimé lors du sacre, de lutter contre les « hérésies » et autres « dissidences religieuses ». L'expulsion des juifs de France, dû à plusieurs causes, est cependant significativement contemporaine de l'émergence du gallicanisme. Et si l'Edit de Nantes a permis aux protestants

réformés d'avoir une liberté de culte limitée mais très consistante pour l'époque, il a figé un rapport de forces qui a fait considérer la communauté huguenote comme formant « un Etat dans l'Etat ». Peut-être cette expérience historique est-elle, en bonne part, à l'origine de la peur française du « communautarisme ».

Quoi qu'il en soit, l'Edit de Nantes est progressivement démantelé. Sous le règne de Louis XIV, le gallicanisme est renforcé et les temples sont détruits. Enfin, l'Edit lui-même est révoqué en 1685. L'historien Pierre Chaunu rend compte de ces événements fondateurs par la métaphore de l'élastique : l'Edit de Nantes tirait la France en avant de la mentalité de son temps, la Révocation, « en symétrique inverse », la met en arrière garde de l'évolution européenne. Au XVIII^e siècle, si des éléments de tolérance se développent dans plusieurs pays, en France, au contraire, un « fanatisme » religieux subsiste. Il est, notamment, dénoncé par Voltaire, qui s'exclame : « un Anglais, homme libre, va au ciel par le chemin qui lui plait ». Contrairement à une idée reçue, l'Edit de tolérance de 1787 n'accorde nullement la liberté religieuse aux protestants. Elle leur donne seulement la possibilité de se marier civilement, afin que leurs enfants ne soient plus considérés comme des « bâtards ». A la fin de l'Ancien Régime, notre pays est toujours régi par le « principe de catholicité », comme le constate l'historien-sociologue Emile Poulat.

C'est la Révolution française qui permet aux protestants puis aux juifs de devenir des citoyens. Le mariage civil est généralisé. Mais si les principes de laïcité sont proclamés, ils coexistent avec un néo-gallicanisme où la Révolution ne se sépare pas vraiment de la religion. Constitution civile du clergé, culte officiel de l'Être suprême, effervescences religieuses avec les cultes des déesses Raison et Liberté jalonnent cette période, courte mais décisive pour la construction de la France moderne. Elle est marquée par une volonté d'éradication des « religions positives », le catholicisme avant tout mais aussi les groupements qui avaient accueilli la Révolution avec ferveur, tels le judaïsme et le protestantisme. La séparation de l'Eglise constitutionnelle et de l'Etat en 1795 n'arrive guère à mettre fin à cet emballement : rapidement, faire profession de catholicisme redevient suspect. La solution autoritaire napoléonienne mêle un Concordat avec Rome à des éléments de gallicanisme (Articles Organiques) et une laïcisation de la loi (Code civil des Français). L'instabilité des régimes qui succèdent à l'Empire fait que la religion reste un enjeu politique. C'est la « guerre des deux France », pour reprendre l'expression d'Emile Poulat.

Une telle histoire a engendré, dans la longue durée, une conjoncture sociohistorique particulièrement conflictuelle. Au tournant du XIX^e et du XX^e siècle, avec l'affaire Dreyfus, les atteintes portées à la République exacerbent la lutte. Pourtant, avec la garantie de « la liberté de conscience » et du « libre exercice des cultes », avec la mise à disposition gracieuse d'édifices du culte propriété publique, l'existence d'un service public d'aumôneries, le maintien de fêtes chrétiennes dans le calendrier, l'extension des manifestations possibles de la religion dans l'espace public [1],... la loi de 1905, dans le cadre de la non-officialité des religions et d'un ordre public démocratique, est, comme l'a déclaré Aristide Briand, une « loi loyale » car une « loi de liberté ». Plusieurs de ses adversaires d'alors l'ont eux-mêmes reconnu. Ainsi, les « cardinaux verts » écrivent au pape : cette loi ne nous empêche nullement de « croire ce que nous voulons et de pratiquer ce que nous croyons ».

Grâce à la consultation des archives du Vatican, l'historien Maurice Larkin a prouvé que le refus de Pie X de la loi de 1905 ne tenait pas à son contenu. Cependant, cette opposition perpétuait le conflit. Quelle a été alors la réponse de la République ? Accentuer sa politique accommodante par de nouvelles mesures législatives dont Briand a indiqué explicitement la finalité devant les Chambres. Je le cite : « mettre l'Eglise catholique dans l'impossibilité, même quand elle le désirerait d'une volonté tenace, de sortir de la légalité ». En acceptant de perdre des batailles, la République a isolé les intransigeants et gagné la guerre des deux France. En 1908, la séparation fonctionne de façon apaisée, et permettra la relative « Union sacrée » de 1914, alors même que l'Eglise catholique

conserve une attitude hostile dont témoigne la condamnation du Modernisme puis du Sillon.

Cette pacification laïque ne s'est pas opérée sans un conflit interne entre Républicains. Les partisans de deux laïcités, l'une antireligieuse, l'autre teintée de gallicanisme, comportant chacune des aspects de religion civile, ont ferraillé contre plusieurs dispositions de la loi. L'étude de ces antagonismes est passionnante, éclairante pour aujourd'hui où, de façon analogue, ces types de laïcité reprennent de la force, mais leur présentation au grand public nécessiterait un débat serein. Que faire quand votre interlocuteur opère un court-circuit complet entre la lutte anticongréganiste d'Emile Combes et la loi de 1905, quand il prétend que cette dernière fut très hostile à l'Eglise catholique et qu'il faut faire preuve, aujourd'hui, de « la même dureté » envers les musulmans ? On pourrait multiplier presque à l'infini les exemples. Rectifier des affirmations péremptoires et fausses prend du temps, apparaît ennuyeux et hors sujet au journaliste, censé arbitrer le débat. Il a tôt fait de vous couper la parole !

Paradoxalement, mettre en cause les évidences sociales semble un propos partial. Ainsi en était-il, il y a un siècle, si l'on critiquait l'expression « suffrage universel ». Ce terme apparaissait neutre et les féministes, qui affirmaient que le suffrage n'était que masculin, semblaient des militantes échevelées. C'est pourtant elles qui avaient scientifiquement raison. Le présentisme d'aujourd'hui n'est pas plus éclairé que le conformisme d'hier et bien des propos qui invoquent la laïcité seront considérés, dans un siècle, avec une égale sévérité. En effet, telle qu'elle s'est instaurée, la laïcité n'est pas un label identitaire mais un principe d'organisation politique de la vie sociale. Mais, tout comme certains recyclent de l'argent sale, d'autres recyclent des idées sales en les masquant par le terme de « laïcité ».

La joute médiatique, où la logique de l'émotion, du spectaculaire, hypothèque toute pensée rationnelle constitue donc un véritable tourment pour le chercheur. Pourtant, à moins de considérer, à la manière d'un Michel Houellebecq, la France comme « un hôtel », il semble impossible de se cantonner à une science pure. Il faut donc participer au débat social où l'on tient, forcément, un discours de genre mixte, articulant analyses et choix. D'ailleurs, la *disputatio* publique ne comporte pas toujours que des aspects négatifs. Pour ma part, j'ai été intellectuellement enrichi par mes 'duels' avec la philosophe de talent, Catherine Kintzler. Ils m'ont incité à approfondir mes recherches, ne serait-ce que pour pouvoir mieux la réfuter !

Plus généralement, la gageure consiste à faire passer auprès du public quelques fondamentaux des sciences humaines. Ainsi une notion centrale de l'œuvre de Max Weber, qui est le Freud de la sociologie, est celle du « paradoxe des conséquences ». Comme une décision s'insère dans un ensemble très complexe d'interactions, le lien de cause à effet n'est jamais en ligne droite. Un acte comporte toujours des « effets non voulus » qui peuvent être contreproductifs. Il faut donc prendre en compte le plus d'éléments possibles, repérer les points aveugles, les angles morts du discours social dominant, savoir affronter les « faits désagréables » (ce qui implique d'acquérir la capacité de s'émanciper de soi-même) précise Weber, pour prendre la 'bonne' décision.

Dans cette optique, je terminerai mon propos par un bref rappel de ce qui constitue, pour moi, un résultat central de mes recherches : la mise en perspective socio-historique de la laïcité par la théorie des seuils de laïcisation. Pour faire très court, je me bornerai à signaler que nous sommes au temps historique du troisième seuil, marqué par le développement de l'incroyance dans le Progrès. On croit beaucoup moins qu'il y a cinquante ans à la conjonction des progrès, c'est-à-dire à des liens consubstantiels entre progrès scientifique, progrès technique et progrès social, progrès du bien-être. Ainsi, les progrès médicaux sont indéniables, mais ils rendent difficile aujourd'hui d'échapper à l'alternative entre acharnement thérapeutique et euthanasie. Le questionnement de la science sur ses propres applications, progrès de la réflexivité, constitue un retournement par rapport aux Lumières, où l'on pouvait être ébloui devant les effets techniques des sciences balbutiantes. Cette

situation génère de l'incertitude. Celle-ci est rapidement comblée par des discours alarmistes de certitudes négatives, retournant le progrès contre lui-même, annonçant un effondrement écologique de la planète, sorte de fin du monde sécularisée, sans happy-end.

Face à un avenir incertain, à la difficulté des politiques et des citoyens de le construire, les références à des « racines » idéalisées se multiplient. Il s'opère également une profanation des institutions hier porteuses d'espoirs séculiers, école et médecine en particulier. Les attitudes de déférence tendent logiquement à être remplacées par la revendication de « droits ». La législation tient compte de cette évolution, telle la loi de 2002 sur le « droit des malades ».

C'est dans ce contexte spécifique, et non de façon intemporelle, que la religion tend à être considérée par certains comme une ressource, voire un recours. Les croyances mêlent divers ingrédients symboliques et un pluralisme éclaté se développe. Le processus accentué d'individualisation va du « furieusement religieux », selon l'expression du sociologue Peter Berger, au furieusement irreligieux, qui tente en vain de réenchâter les institutions séculières et se montre agressif parce qu'un tel retour ne peut advenir ; cela en passant par tous les stades intermédiaires, de loin majoritaires. A chacun sa quête de la pureté des origines : que l'on veuille réenchâter de temps du Prophète, celui de la conversion de Clovis ou même l'époque des Lumières, ces discours nostalgiques, regrettant les « temps qui ne sont plus », ont tous une forme religieuse que leur contenu soit religieux ou non.

Où placer la frontière entre l'acceptable et l'inacceptable ? Dans le cadre fixé par le droit, c'est au praticien d'en décider. Mais, en lui faisant connaître le sens de conduites qui, au premier abord, peuvent paraître insensées, le chercheur peut l'aider à ne pas prendre des décisions contreproductives.

Jean Baubérot

PS : Lors de la partie du débat Hamont-Valls qui a porté sur la laïcité, ce dernier, a reconnu que plusieurs, selon lui deux, conceptions de la laïcité s'étaient affrontées lors de l'élaboration de la loi de 1905, celle de Briand - Jaurès, qui l'a emporté et celle de Clemenceau. Cela signifie que, quand il invoque « la laïcité » pour prôner sa conception de la laïcité, il est dans une prétention d'orthodoxie laïque qui ne correspond pas à la réalité historique. Et, surtout, il faudra qu'il nous explique pourquoi, lui le super grand champion de la laïcité, il défend la conception de la laïcité (en fait, non seulement celle de Clemenceau, mais aussi, sur certains points, celle d'Emile Combes) qui a été, précisément, refusée en 1905 ? Espérons qu'il aura tout le loisir de réfléchir à cette contradiction à partir de lundi matin !

Le Comité « Laïcité et République » diffuse, tout en prétendant ne pas donner de consigne de vote, un texte de Caroline Fourest, qui attaque Benoit Hamont. Parmi les reproches énoncés, celui-ci : B. H. se référerait « à la laïcité « de principe » de Jean Baubérot (militant pour les accommodements raisonnables) ». Effectivement, c'est vraiment dégoûtant ! Cependant, juste un petit détail : pourquoi notre amie Caroline, et le Comité Laïcité-République, ne disent-ils jamais rien contre des accommodements qui vont au-delà de ce je propose : les repas casher et halal à l'armée, l'organisation par les militaires de pèlerinages (Lourdes, La Mecque,...). Je ne sais si les Français s'en rendent compte mais, pour diverses raisons, la proportion de dits « musulmans » dans l'armée et la gendarmerie - donc dans les institutions qui protègent des Français du terrorisme - est forte [2], et ces institutions ont estimé que certains « accommodements » constituaient le meilleur moyen de prévenir le développement de l'extrémisme en son sein. Règle élémentaire de stratégie : isoler le plus possible l'adversaire afin de mieux le combattre. Je suis d'accord avec cet objectif. Pour une fois que j'approuve l'action de l'armée, cela valait la peine d'être noté ! Et j'attends les explicitations des partisans d'une laïcité sans aucun accommodement (laïcité qui, depuis Jules Ferry,

n'a jamais existé, dans la réalité, en France) sur ce sujet. Mais peut-être est-ce en France, au sujet de la laïcité précisément, qu'a été inventé, depuis assez longtemps, le *post-fact*, que l'on traduit par post-vérité, mais qu'il vaudrait mieux traduire par « post-réalité ».

P.-S.

* MEDIAPART. BLOG : LAÏCITÉ ET REGARD CRITIQUE SUR LA SOCIÉTÉ. 27 JANV. 2017 : <https://blogs.mediapart.fr/jean-bauberot/blog/270117/pour-une-approche-laique-de-la-laicite?utm>

* Jean Bauberot. Professeur émérite de la chaire « Histoire et sociologie de la laïcité » à l'École pratique des Hautes Études. Auteur notamment de deux « Que sais-je ? », *La laïcité expliquée* à M. Sarkozy (Albin Michel) et (avec M. Milot) *Laïcités sans frontières* (le Seuil).

* Le Club est l'espace de libre expression des abonnés de Mediapart. Ses contenus n'engagent pas la rédaction.

Notes

[1] [Cette extension est due à la conjonction des Articles 27 (qui maintient la possibilité de « manifestations extérieures d'un culte ») et de l'Article 44 (qui supprime les limitations à ces « manifestations » en abolissant les Articles Organiques). L'étude des débats parlementaires montre que les députés ont eu pleinement conscience qu'ils abolissaient ces limitations.

[2] Cf., sur ce sujet, l'excellent ouvrage de Ch. Bertossi, *La citoyenneté à la française. Valeurs et réalités*. CNRS éditions, 2016.